

Après la révolution des moustachus, la page est-elle tournée ?

Ould Taya a de nouveau parlé. Il aura été lui-même jusqu'au bout. Le CMJD a continué son action sans précipitation : nomination d'un gouvernement, mise en place d'un appareil, contacts locaux et internationaux...

Quand il a parlé sur les ondes de RFI, on avait cru que l'ancien Président Ould Taya avait (enfin) tiré la conclusion à savoir que c'est son entourage le plus proche qui lui avait fait défaut et qu'il n'attendait rien des Mauritaniens. C'est pourquoi il avait eu besoin de ce discours-bilan qui ne dérangeait finalement personne. Mais c'était ignorer l'attachement de Ould Taya à ce pouvoir qui l'avait pourtant rongé. Alors qu'on le donnait déjà au Maroc qui lui avait proposé un exil doré, l'ex-président reprenait la parole, en Arabe cette fois-



ci et sur la chaîne Al Arabiya. Visiblement éprouvé, il appela "ses forces à intervenir pour rétablir l'ordre constitutionnel". Avant de promettre de "revenir

très prochainement au pays". Il s'est violemment attaqué à ses tombeurs, les qualifiant de "criminels qui l'ont trahi" et qui ont "trompé le peuple". Il a dit qu'il poursuivait "ses contacts internationaux, notamment avec l'Union africaine (qui a suspendu la Mauritanie de ses rangs après le coup d'Etat)". Il a promis de "grands changements", notamment la convocation d'une session extraordinaire du parlement qui devra statuer sur les textes régissant la caisse de l'assurance maladie.

Ce discours mal lu et mal-à-propos a permis de tourner la page Maouiya en Mauritanie. En effet partisans et détracteurs sont désormais au même point : les premiers comme les seconds n'en parlent plus. "Cet homme dont le seul mérite aura été d'assurer la stabilité du pays pendant tout ce temps, et pour lequel j'étais prêt à me battre pour lui permettre de recouvrer une respectabilité et le droit de vivre dignement parmi son peuple, cet homme appelait au soulèvement de l'Armée et donc à la guerre civile en Mauritanie. Nous n'avons plus rien en commun". Ce sentiment exprimé par un haut cadre du PRDS, est sensiblement le même chez l'Opposant qui préfère "tourner la page sur le passé".

Au CMJD, on semble satisfait du cours des événements : on ne pouvait pas mieux espérer pour les putschistes, traités de "traï-

Nouvelles nominations

Au lendemain de la formation du nouveau gouvernement en Mauritanie après la chute, le 3 août dernier, du régime du président Maouya Ould Sid'Ahmed Taya, launte au pouvoir poursuit ses nominations aux postes clefs de l'administration.

Ainsi, jeudi, le Conseil militaire pour la justice et la démocratie (CMJD) a nommé Abdallahi Ould Damou à la tête du Commissariat à la sécurité alimentaire. Quant à Sid'Ahmed Ould El Bou, il a hérité du poste de Commissaire aux droits de l'Homme, à la lutte contre la pauvreté, chargé de l'insertion. La présidence du CMJD a confirmé les nominations de : - colonel Abdarrahmane Ould Boubacar comme chef d'Etat Major, - colonel Ahmed Ould Bekrine à la Gendarmerie nationale, colonel Sogho Alassane à la Garde et colonel Cheikh Ould Alem comme chef d'Etat Major adjoint. En le nommant Ambassadeur de Mauritanie en France, Baba Ould Sidi devient le seul membre de l'ancienne équipe à avoir déjà été "récupéré" par launte. Ancien ministre de la défense, Ould Sidi est l'un des ministres les plus atypiques de Ould Taya : peu porté sur la matière et le faste, peu flamboyant, très modéré dans ses engagements et toujours accessible pour les populations. Dépositaire d'une tradition séculaire, ce membre de la famille princière du Trarza fait l'unanimité chez lui, d'où ce geste du CMJD.

Le colonel Eli Ould Mohamed Val a choisi Mohamed Lemine Ould Dahi comme directeur de cabinet. Ancien directeur de la législation, ancien recteur de l'université de Nouakchott, Ould Dahi servira surtout à "éclairer" en matière d'institutions à mettre en place par le CMJD. Le Premier ministre a lui choisi son compagnon de toujours, Mohamed Ould Maouiya comme directeur de cabinet. Il reprend ainsi l'homme qui avait secondé lors de sa première expérience en 1992. Administrateur chevronné, ayant fait plusieurs secrétariats généraux de ministères, Ould Maouiya aidera à "superviser les chantiers du gouvernement (réforme administrative, bonne gouvernance...).

restes" par une partie de l'opinion. "Le coup d'Etat était amplement justifié par cette malheureuse sortie". Reste l'avenir de l'homme.

En Gambie, la colonie mauritanienne qui n'a pas été à l'abri ces dernières années, subissant pressions de la part des représentants du pouvoir en Mauritanie, notamment l'ancien Consul qui devait en livrer quelques figures pour l'appartenance à Al Qaeda, cette communauté a organisé une marche de soutien aux nouvelles autorités. La manifestation s'est dirigée vers l'ambassade à Kerr Serign, située à environ 18 km en dehors de Banjul, scandant "Vive le nouveau régime qui a apporté la justice, la démocratie, les droits de l'homme et la liberté d'expression!". Accueillie par l'Ambassadeur en Gambie, Sidi Mohamed Ould Sidati, la mani-

festation s'est dispersée dans le calme. "Les nouvelles autorités ont clairement fait comprendre qu'elles étaient apolitiques. Elles ne sont là que pour encourager ceux qui sont en mesure de créer des partis et d'entrer dans la course", a déclaré Ould Sidati cité par une dépêche d'agence. Ould Sidati a par ailleurs révélé que les auteurs du coup voulaient au début rester au pouvoir pour une période de deux ans mais ont dû réduire cette période après leur rencontre avec la délégation de l'Union africaine. Ceci montre leur engagement au service de la restauration de la démocratie dans le pays, a-t-il expliqué.

Loin de là, en Belgique notamment, quelques opposants de l'extérieur se démènent déjà pour amener l'ex-président devant une juridiction internatio-

Suite page 4

Après une rencontre avec le président du Comité militaire pour la justice et la démocratie (CMJD) et la formation d'un nouveau gouvernement, l'Union des forces de progrès (UFP), un parti de l'ancienne opposition au régime du président déchu Maouya Ould Sid'Ahmed Taya, a appelé vendredi à la prise de mesures urgentes en vue de l'amélioration des conditions d'existence de "l'immense majorité du peuple". Dans une déclaration parvenue à la PANA, l'UFP qualifie d'"inquiétantes" ces conditions et explique sa prise de position par la famine qui sévit dans les campagnes et les grandes villes, la déliquescence des piliers de l'Etat ainsi que la corruption qui gangrène plusieurs grands corps de l'administration, menaçant l'existence de l'Etat. Le parti de Mohamed Ould Maouloud suggère que des débats entre acteurs politiques et de la Société civile soient organisés autour de l'ensemble des préoccupations évoquées par le nouveau pouvoir militaire. L'UFP promet enfin de ne ménager aucun effort pour contribuer au succès d'une transition "dont l'issue sera salubre pour tous à condition que tous les acteurs travaillent dans ce sens". Elle dénonce cependant "la propension de certaines formations politiques à croire que le moment est venu pour elles de s'emparer du pouvoir".

Pour sa part, la Confédération générale des travailleurs de Mauritanie (CGTM), proche de l'opposition, a réaffirmé vendredi sa désapprobation du recours à la force comme moyen d'accès au pouvoir et son attachement aux "formes civilisées d'alternance démocratique". Dans une déclaration publiée à Nouakchott, la CGTM souligne cependant avoir pris acte du coup d'Etat du 3 août, estimant que le pays courrait le risque d'un scénario "à la somalienne ou à l'ivoirienne". La centrale syndicale invite le Conseil militaire pour la justice et la démocratie (CMJD) à mener des "réformes urgentes et profondes en y associant tous les acteurs politiques, économiques et sociaux" et à placer "les intérêts supérieurs de la Nation au-dessus de tout".

nale pour ce qu'ils appellent "le passif humanitaire". Erreur si l'on croit exercer ainsi un chantage sur la nouvelle junte qui a "tout partagé avec Ould Taya". En fait la surenchère des factions sectaires est évidente. Au lieu d'accompagner la "révolution des moustachus" afin d'amener le pays à bon port, les politiques lassés d'attendre, cherchent à faire des placements ici et là. Les moins nantis parmi eux sont certainement ceux qui fondent leurs discours et leur action sur un fonds ethnique ou régional. Ce sont nécessairement les plus virulents maintenant que les risques à prendre ne sont pas importants. Retour des déportés de 89, apurement du "passif humanitaire", rétablissement des groupes dans leurs droits, prise en compte de la composition ethnique du pays dans la redistribution des rôles, sont autant de re-

vendications formulées ça et là. Pendant ce temps, le CMJD poursuit son action. Après la nomination du gouvernement de la quatrième ère militaire, le premier conseil des ministres s'est tenu jeudi dernier (11/8). L'occasion pour le Président du CMJD, Colonel Eli Ould Mohamed Val de donner de larges explications sur les raisons du changement intervenu le 3 août 2005 et les objectifs attendus de ce changement, et de formuler quelques directives à l'égard des nouvelles donnes. Répétant ce qu'il avait dit devant la société politique, il a engagé le gouvernement à conduire dans les délais définis par le CMJD le processus de transition devant aboutir à doter le pays de véritables institutions démocratiques. Il a donné instruction pour conduire l'action gouvernementale conformément aux règles de jus-

tice et d'équité entre les citoyens ainsi que la rigueur et la transparence dans la gestion des deniers publics. "Nous ne vous demandons pas de nous apporter une popularité ni de nous associer à votre gestion, nous exigeons de vous de bien faire votre travail, de vous approcher des populations de les écouter et de résoudre leurs problèmes". Le président du CMJD a rappelé : "Vous n'êtes pas choisis pour votre appartenance politique ni tribal. Votre présence ici vous la devez à une compétence technique et à un sens supposé respectueux des normes de bonne gouvernance. Vous ne devez allégeance à personne. Vous serez jugés sur vos résultats". Le Premier ministre Sidi Mohamed Ould Boubacar devait lui insister sur les exigences de bonne gestion et sur le travail qui demande l'engagement complet de l'équipe. Ce premier conseil a duré près d'une heure 20 minutes. Il devait occasionner la première sortie du nouveau ministre de la communication qui est, apparemment aussi le porte-parole du gouvernement. L'esprit de l'avant-3 août était là, sans l'éloquence de Hammoud Ould Abdi (ex-ministre de la communication). Après avoir longtemps attendu (plus de 2 heures), les journalistes ont eu droit à la lecture d'un communiqué sans pouvoir poser de questions. Le gouvernement a-t-il besoin d'un porte-parole dans la mesure où le CMJD qui dirige effectivement en a un ? Sur quel critère le nouveau ministre a-t-il été choisi pour la communication ? Pourquoi ne pas rompre avec les méthodes du passé ? Pourquoi par exemple le Premier ministre ne s'est pas encore exprimé sur les ondes de TVM alors qu'il parle avec toutes les chaînes arabes ?

Une partie de l'aide américaine à la Mauritanie a été suspendue jusqu'au rétablissement de la démocratie après le coup d'Etat qui a renversé le président Maouiya Ould Taya, a indiqué le porte-parole du département d'Etat, Adam Ereli. "Nous avons suspendu notre assistance au gouvernement de Mauritanie, à l'exception de l'aide humanitaire", a-t-il déclaré. "Nous agissons globalement en coordination avec l'Union Africaine (UA) et d'autres. Cette décision de suspendre l'aide est cohérente avec cette approche, mais c'est une décision bilatérale". Selon un responsable du département d'Etat cité par les agences de presse, l'aide suspendue est un programme d'assistance et de formation militaire évalué à 150.000 dollars pour l'année 2005. Peu pour un allié dévoué. Après avoir demandé le retour de Ould Taya au pouvoir, les Américains tempèrent leur position en appelant simplement au retour à l'ordre constitutionnel. Fortement instrumentalisé par l'administration américaine dans sa lutte contre le terrorisme et sa politique au Proche-Orient, l'ex-président Ould Taya était perçu comme un 'allié fidèle'. Rappelons que l'aide humanitaire s'élève à 3,5 millions dollars. Mal perçu par l'Ambassade américaine à Nouakchott qui n'a rien vu venir, le coup du 3 août a été mal accueilli par l'administration Bush qui avait fait sienne la lecture de l'ambassade. De nombreux diplomates basés à Nouakchott croient que les Américains finiront par composer avec les nouvelles autorités. "Notre réaction aux événements d'aujourd'hui va dans le sens de notre réaction aux événements jusqu'ici, à savoir que nous voulons voir des actes allant dans le sens d'un retour à l'ordre constitutionnel et le soutenant", a déclaré le porte-parole du département d'Etat en annonçant les sanctions. Pour sa part, le nouveau Premier ministre assure que Nouakchott restera un allié de Washington dans la lutte contre le terrorisme. "Nos relations avec les Etats-Unis sont très importantes et nous sommes confiants à leur sujet", a dit Boubacar, au correspondant de Reuters qui l'interrogeait sur la question. "La Mauritanie réaffirme très clairement sa volonté d'honorer ses engagements internationaux, notamment le rôle qu'elle joue dans la lutte contre le terrorisme". Interrogé sur Israël, Ould Boubacar a dit que la continuité prévaudrait dans la politique mauritanienne, rappelant que les putschistes avaient rencontré tous les ambassadeurs étrangers, y compris celui d'Israël.

Le nouveau ministre mauritanien de la Communication, Cheikh Ould Ebba, devait quand même nous apprendre que les nouvelles autorités envisagent de soumettre à référendum, dans un délai d'un an, la révision de la Constitution. Il a souligné que "le président du CMJD, le colonel Eli Ould Mohamed Val, a réitéré devant les membres du gouvernement la "volonté ferme" des forces armées et de sécurité de restituer le pouvoir aux civils après l'organisation d'élections générales transparentes dans

deux ans. Selon lui, des observateurs internationaux seront conviés à ces consultations auxquelles les membres du CMJD et du gouvernement ne participeront pas. "Une Commission électorale sera également mise en place pour superviser la transparence des scrutins". Il a dit que la révision de certaines dispositions de la Constitution de juillet 1991 se fera en concertation avec les acteurs politiques et les membres de la société civile. Il est d'ores et déjà prévu la limitation du mandat présidentiel à deux pour une durée de 4 à 6 ans selon le consensus qui se dégagera de la consultation avec les partis politiques. "Dans ce sens, certaines dispositions comme l'article 104 de la Constitution qui n'avait pas été soumis dans le texte constitutionnel de juillet 1991 au référendum devrait également être abrogé".

Sur le plan extérieur, le CMJD a reçu la visite de délégations africaines (Union Africaine) et arabes (Ligue et UMA). Toutes les délégations ont pu s'enquérir des positions

des uns et des autres. De quoi justifier amplement le coup du 3 août. Visiblement satisfaites, ces délégations sont reparties en faisant des déclarations plutôt mesurées à l'égard des nouvelles autorités de Nouakchott. Ce qui simplifie la tâche, du moins à l'extérieur. Reste le pays qui a besoin de voir des signes de rupture avec le passé. Même si la Mauritanie vit actuellement une sorte d'état de grâce, il est indispensable de montrer des signes fermes indiquant la fin d'une époque.

Les contrôles abusifs de la police ont repris, les voitures SG et IF circulent à toutes les heures conduites par n'importe qui, la langue de bois est toujours de mise à la télévision et à la radio, l'AMI est toujours l'AMI, les manifestations de soutien sont toujours organisées par les mêmes hommes, les chefs de renseignements sont toujours les mêmes, la FNT cause toujours les mêmes torts... Un acquis, un seul : la page Ould Taya est tournée.

MFO